

RD-CONGO



LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 CFA

www.adiac-congo.com

N° 3487 - JEUDI 9 MAI 2019

PME

Lancement d'un programme quinquennal de renforcement des capacités locales



Le centre-ville de Kinshasa

Le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME), par le canal du Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises (PADPME), vient de lan-

cer un appel à manifestation pour le recrutement d'une grande firme qui contribuera à la création des marchés de services de développement de ces petites et moyennes entités.

L'initiative entre dans le cadre de la mise en œuvre du PADPME qui s'étendra sur une période de cinq ans, soit de 2019 à 2023.

Page 3

HANDBALL

La RDC et le Cameroun qualifiés pour les 12es Jeux africains au Maroc



Un match des Léopards handball messieurs à Kinshasa

Les Léopards handball dames et messieurs participeront aux douzièmes Jeux africains prévus pour août prochain, au Maroc. C'est ce que spécifie une correspondance de la Confédération africaine de handball (Cahb) adressée à la Fédération de handball du Congo (Féhand). La Cahb demande à la Féhand de lui transmettre, au plus tard le 20 mai, l'accord du ministère des Sports pour la participation effective des équipes nationales congolaises.

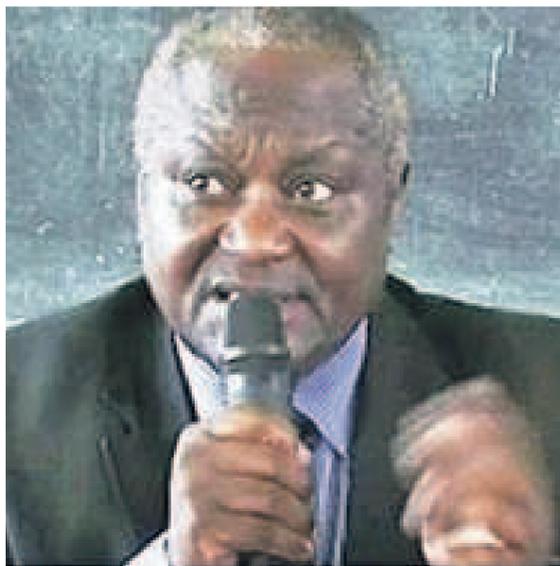
Page 6

PRÉSIDENTIE DE LA RÉPUBLIQUE

Kasongo Mwema dément les allégations de dépassement budgétaire

D'après le porte-parole du chef de l'Etat, il n'y a pas eu explosion des dépenses à la présidence, mais plutôt une stabilité budgétaire qui s'observe en ce moment. Kasongo Mwema qui s'exprimait pour la première fois sous son nouveau statut a appuyé ses dires sur les conclusions de la réunion que Félix Tshisekedi a eue, le 6 mai, avec le ministre des Finances, du Budget et le gouverneur de la Banque centrale.

Citant ces spécialistes, il a indiqué qu'il y a eu effectivement déficit sur deux mois, entre janvier et mars. Mais il y a eu excédent entre février et avril qui tourne autour de 243 milliards FC et qui, a-t-il ajouté, a permis de ré-



Kasongo-Mwema

sorber tous les déficits qu'il y a eu sur les autres mois.

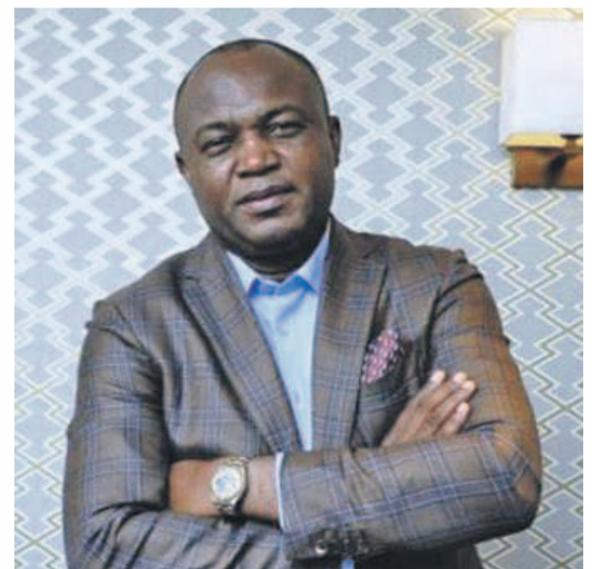
Page 3

KINSHASA

Gentiny Ngobila affiche ses priorités

La nouvelle équipe à la tête de la ville-province de Kinshasa a pris ses fonctions le 7 mai. Le gouverneur Gentiny Ngobila promet de s'attaquer notamment à l'insalubrité et à l'insécurité qui sont devenues, depuis un certain temps, les identifiants de la capitale congolaise.

Le développement des infrastructures de base, la lutte contre l'insalubrité et l'insécurité, ainsi que l'aménagement des logements sociaux, comptent parmi les axes prioritaires du mandat du successeur d'André Kimbuta, en



Gentiny Ngobila

attendant l'approbation prochaine de son programme quinquennal.

Page 2

ÉDITORIAL

Guerre

Comme nous l'avions prédit à plusieurs reprises ces derniers mois, la menace d'une guerre entre l'Iran et les Etats-Unis dans le golfe Persique s'accroît d'heure en heure. Avec, d'une part, l'arrivée imminente du puissant porte-avions américain USS Abraham Lincoln à propulsion nucléaire et, d'autre part, la mise en place par l'Iran de missiles à courte portée tout au long de ses rives, de mini sous-marins armés de torpilles difficilement détectables et d'un essaim de vedettes suicides ultra-rapides qu'il sera très difficile d'intercepter.

Au cœur du conflit qui se concrétise se trouve le Déroit d'Ormuz, cet étroit passage maritime qui relie le golfe Persique à la Mer d'Oman et par lequel transite près du tiers des cargaisons d'hydrocarbures de la planète. Persuadé que la puissance militaire des Etats-Unis viendra très vite à bout des armes dont dispose Téhéran, Donald Trump pense, à tort bien sûr, que les Mollahs feront marche arrière après avoir gesticulé et abandonneront la marche vers le nucléaire dans laquelle ils se sont engagés. Mais tout indique aujourd'hui que le président américain se trompe et qu'en sortant les Etats-Unis de l'accord conclu avec ces mêmes Mollahs en 2015 par les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, il a ouvert une boîte de Pandore qui n'est pas près de se refermer.

La guerre entre l'Iran et les Etats-Unis se précisant, il importe au plus haut point d'en examiner par avance les conséquences pour le Proche et le Moyen-Orient, mais aussi pour l'Europe, l'Asie et, bien sûr, l'Afrique. La rupture, possible sinon probable, de l'acheminement des cargaisons du golfe vers les côtes européennes et asiatiques provoquera, en effet, un tsunami économique et financier planétaire dont personne, apparemment, ne mesure ou ne veut mesurer la portée. Et ce tsunami profitera d'abord à l'Afrique, tout particulièrement au golfe de Guinée qui détient d'importants gisements de pétrole et de gaz, dont l'accès est aisé grâce à l'océan qui le borde et aux ports en eau profonde qui jalonnent ses côtes, qui est aussi en perspective le marché le plus prometteur de la Terre.

Si le conflit qui oppose l'Iran et les Etats-Unis se précise dans les heures et les jours à venir, nous assisterons à une hausse vertigineuse des cours du pétrole et du gaz sur les marchés mondiaux, mais aussi à un bouleversement de l'équilibre stratégique dont nous tirerons un grand profit, nous Africains.

Le Courier de Kinshasa

KINSHASA

Gentiny Ngobila affiche ses priorités

Le nouveau gouverneur de la ville-province promet de s'attaquer notamment à l'insalubrité et à l'insécurité qui sont devenues, depuis un certain temps, les identifiants de la capitale congolaise.



Gentiny Ngobila

La nouvelle équipe à la tête de la ville-province de Kinshasa, composée du gouverneur Gentiny Ngobila et du vice-gouverneur Néron Mbungu, a pris ses fonctions le 7 mai. A l'occasion de la cérémonie organisée à l'hôtel de ville, le gouverneur a promis le développement des infrastructures de base ainsi que l'aménagement des logements sociaux, affichant au nombre de ses axes prioritaires la lutte contre l'insalubrité et l'insécurité.

Gentiny Ngobila a annoncé, dans le cadre de la lutte contre l'insalubrité, le lancement imminent de l'opération «Kinshasa-Bopeto». En attendant l'approbation prochaine de son programme quinquennal par les députés pro-

vinciaux, cette opération annoncée vise l'assainissement de l'environnement urbain, qui se trouve actuellement dans un état d'insalubrité indescriptible. « L'objectif est de donner aux Congolais, à l'Afrique et au monde, l'image d'une ville dynamique, innovante et florissante », a expliqué le vingt-huitième gouverneur de la capitale congolaise. Il a noté que cette opération s'inscrit dans le cadre de son programme d'urgence.

Le nouveau maire a également promis une parfaite collaboration avec les élus de la capitale, afin de relever les multiples défis de la ville et satisfaire les attentes de la population.

Alain Diasso

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

ÉDITION DU SAMEDI :

Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikomat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/Kinshasa - RDC -

Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin

Maouakani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngonu

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél.: 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Kasongo Mwema dément les allégations de dépassement budgétaire

D'après le porte-parole du chef de l'Etat, il n'y a pas explosion des dépenses au sommet de l'Etat, mais plutôt une certaine stabilité budgétaire qui s'observe en ce moment.

C'est dans cette optique qu'il faut situer la récente intervention médiatique de Kasongo Mwema, le porte-parole du chef de l'Etat. Ce dernier qui s'exprimait pour la première fois sous sa nouvelle casquette a démenti les allégations de dépassement budgétaire à la présidence de la République. L'ancien journaliste de Rfi a appuyé ses dires par les conclusions de la réunion que Félix Tshisekedi a eue, le 6 mai, avec le ministre des Finances, le ministre du Budget et le gouverneur de la Banque centrale, « les bouches les plus autorisées en la matière ». Il s'agissait, pour le chef de l'Etat, de s'informer auprès des services habilités sur la santé financière du pays.

Il en est ressorti que le budget de la présidence était géré de manière stable, s'est réjoui Kasongo Mwema. « Une stabilité qui s'explique, selon ces spécialistes, qu'il y a eu effectivement déficit sur deux mois, en janvier et en mars. Mais, il y a eu excédent en février et en avril. Et surtout un excédent qui tourne autour de 243 milliards (de francs congolais) et qui a permis donc



Kasongo Mwema

de résorber tous les déficits qu'il y a eu sur les autres mois », a-t-il expliqué. En conclusion, il n'y a pas explosion des dépenses à la présidence de la République comme certains tentent de le

faire croire. Mais c'est plutôt la stabilité budgétaire qui est observée en ce moment, se convainc le porte-parole du chef de l'Etat.

Jusqu'il y a peu, des critiques acerbes ont été exprimées à l'endroit du nou-

veau pouvoir, mettant en exergue sa propension excessive, selon certaines langues, à puiser dans la caisse de l'Etat. L'opposition, avec Martin Fayulu en tête, en avait fait ses choux gras au point d'alléguer que Félix Tshisekedi avait dépensé le budget annuel de la présidence en trois mois et demi de gestion depuis sa prestation de serment.

Des affirmations qui ont sonné le tocsin de la révolte dans le chef de nombreux Congolais, excédés par cette gabegie financière à outrance susceptible de nuire à leurs intérêts et à ceux du pays. L'Observatoire de la dépense publique est venu ajouter sa couche dans son premier bulletin publié la semaine dernière, en faisant remarquer que les dépenses de fonctionnement de la présidence de la République avaient connu un dépassement de 120% de janvier à mars. Celles de toutes les institutions politiques du pays ont coûté au Trésor public, selon la même source, environ 213,6 millions de dollars américains. D'où, le recadrage des choses s'imposait, en apportant la bonne information pour faire taire ce qui, en somme, n'était qu'une fausse alerte destinée à nuire aux intérêts du nouveau régime en détruisant l'image de celui qui en incarne l'âme.

Alain Diasso

PME

La RDC lance un programme quinquennal de renforcement des capacités locales

Le ministère des Petites et moyennes entreprises (PME), par le canal du Projet d'appui au développement des micro, petites et moyennes entreprises, vient de lancer un appel à manifestation pour le recrutement d'une grande firme qui contribuera à la création des marchés de services de développement de ces petites et moyennes entités.

L'initiative rentre dans le cadre de la mise en œuvre du Projet d'appui au développement de micro, petites et moyennes entreprises (PADPME) qui s'étendra sur une période de cinq ans, soit de 2019 à 2023. Approuvé le 6 juillet 2018, le projet bénéficie déjà d'un crédit de la Banque mondiale (BM), partenaire au développement de la RDC. Le projet vise concrètement à « renforcer les capacités locales pour les services de développement des entreprises ». A terme, l'idée est d'arriver à « soutenir la création des marchés et la croissance des services de développement des entreprises en RDC, à travers la formation et l'appui technique aux acteurs privés,

dont la Fédération des entreprises du Congo, la Copemeco et autres, tant au niveau provincial que national ».

Avec cet accompagnement dans le cadre du projet et même d'autres initiatives en cours d'exécution, il sera possible, au fil du temps, d'améliorer la qualité des services de développement des entreprises sur l'étendue du territoire national, espère-t-on déjà. Par ailleurs, le communiqué du PADPME relève aussi qu'il s'appuiera « sur les programmes existants de la BM et de la Société financière internationale (SFI), une agence spécialisée de l'institution de Bretton Woods ».

Les programmes seront ainsi articulés autour de la prestation des services de développement des entreprises, y compris le programme d'appui aux PME exécuté à travers certaines structures accréditées par la SFI et les éventuels de compétences pour les PME élaborées par le Groupe de la BM.

Quant à la tâche principale du consultant recherché, il

semble y avoir un ensemble de défis à relever, notamment « l'étude du marché des services de développement des entreprises, l'élaboration d'un programme de stimulation au développement des services de développement des entreprises, la mise en œuvre du programme de support aux marchés des sociétés de développement des entreprises et l'évaluation du programme ». Les cibles retenues pour fournir les différents services sont pour l'essentiel les ONG, les firmes et les cabinets de consultants. Les seules conditions ou critères à remplir sont, entre autres, la détention des qualifications requises et une expérience pertinente. Il faut être une organisation du secteur privé et fournir les références des missions similaires réalisées avec succès dans les pays en développement. Enfin, les organisations intéressées peuvent, au besoin, s'associer avec d'autres formes pour renforcer leurs compétences respectives en la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant.

Laurent Essolomwa

NORD-KIVU

La population a voulu se soulever à Butembo suite à une fausse rumeur

Une fausse information partagée sur les réseaux sociaux, selon laquelle le véhicule d'une équipe de la riposte contre la maladie à virus d'Ebola aurait renversé un motard qui serait décédé sur le champ, a failli mettre la population dans la rue, contraignant les équipes de la riposte à limiter leurs déplacements dans la ville pour ne pas être la cible de la vindicte populaire.

La situation a pu être calmée grâce au démenti du président de l'Association des motards qui a souligné qu'il y a bien eu un accident mais le conducteur de taxi moto n'est pas décédé. « Le conducteur a continué à travailler pendant la journée », a-t-il signifié. Depuis le début de ce mois, les activités de la riposte contre l'épidémie de la maladie à virus d'Ebola, à Butembo, tournent au ralenti. Alors qu'elles auraient repris le 7 mai, la

rumeur propagée dans la ville n'a pas permis qu'elles soient effectives. C'est le quatrième jour consécutif durant lequel les équipes n'ont pas pu accomplir leur tâche.

Au cours d'une réunion tenue mardi entre le comité urbain de sécurité de la ville et les conducteurs de taxi motos, ces derniers ont avoué qu'ils sont souvent infiltrés par des ennemis qui commettent des incidents en leur nom et que certains de leurs membres sont utilisés par des personnes malintentionnées pour déstabiliser la ville.

Parmi les décisions prises, il y a notamment le recensement des tous les vrais taximen. Le comité urbain de sécurité a mis en garde les motards, les prévenant que s'ils sont encore à la base d'incidents entravant la riposte contre Ebola, des mesures plus sévères seront prises à leur encontre.

Blandine Lusimana

BIENNALE YOUNG CONGO

Kin ArtStudio lance un appel à candidatures

Ouvert depuis le 24 avril dernier jusqu'au 31 mai, l'appel est fait en prévision du festival d'art contemporain congolais qu'entend organiser le plasticien Vitshois Mwilambwe, une manifestation internationale prévue sur trente-trois jours dans des espaces publics et culturels réputés de Kinshasa.

L'appel à candidatures a été lancé à destination des artistes vivant en République démocratique du Congo (RDC) à la suite d'une sélection internationale réalisée en amont par l'équipe curatoriale de la Biennale du Congo. Ainsi, ce sera plus de quarante artistes, designers, architectes, historiens de l'art, curateurs, critiques d'art et autres des cinq continents qui y prendront part. Ils seront invités à proposer un projet à réaliser et présenter dans le cadre de cet événement international programmé du 20 octobre au 21 novembre 2019 à Kinshasa.

Le thème de la première édition de la Biennale Young Congo est « Transition ». C'est avant tout, souligne la plateforme culturelle Kin Arstudio (KAS), une invitation faite aux « artistes et penseurs à réfléchir sur l'histoire générale de la RDC depuis la conférence de Berlin en 1885 ». Cette réflexion part donc de l'époque où « le pays était propriété privée du roi belge, Léopold II, jusqu'à nos jours » et va emmener aussi à « s'in-

terroger sur sa position et ses relations avec le reste de la planète ».

Dès lors, les projets à soumettre à la Biennale Young Congo doivent s'accompagner d'une présentation du candidat à travers un curriculum vitæ. Son identité, ses coordonnées : « courriel, numéro de téléphone, adresse et une courte biographie » devront y figurer. Il devra y joindre une « lettre de motivation, un texte bref sur son travail ou projet, un portfolio d'artiste ainsi que cinq images de ses œuvres à présenter au comité de sélection avec cette précision : max 300 dpi chacun en format jpg ». Quant aux artistes qui « travaillent sur des images en mouvement ou d'autres formes d'expression contemporaine comme la performance, les installations », il leur est demandé de présenter « une vidéo de deux à cinq minutes ». KAS insiste sur le fait que « tous les documents de candidature doivent être soumis en français » et rappelle que la date limite de présentation est fixée au 31 mai 2019. Il précise, en sus, que le dossier de candidature doit être envoyé à l'adresse suivante : yc.biennale@gmail.com

Repenser l'espace public

En ce qui concerne la tenue du festival, KAS souligne qu'outre son aspect purement artistique, « la Biennale Young Congo veut aussi engager les artistes,



L'affiche de la Biennale Young Congo

designers, architectes et participants travaillant sur l'espace public à repenser un espace social et public ». De sorte que ce dernier soit, précise-t-il, « en dialogue avec son histoire et sa réalité urbaine ». Quitte à « se focaliser sur une partie urbaine de la ville de Kinshasa en y impliquant les artistes et la population ». Partant, « la Biennale souhaite créer un lieu de création et d'innovation dans un espace public ». Selon KAS, « ce sera un moyen de soutenir les pratiques

artistiques socialement engagées dans un contexte local et international avec des projets artistiques innovants dans l'espace social, afin qu'elles puissent travailler avec la communauté locale, pour produire et contribuer au développement social ».

Les principaux lieux d'art de la ville, notamment l'atelier du KAS, l'Institut français, l'Espace Bilembo et l'Académie des beaux-arts seront mis à contribution pour cette première édition de la Biennale Young Congo. Certains espaces publics de la ville y seront également associés sous la supervision de l'architecte et designer congolais, Nicolas-Patience Basabose.

Soulignons que la Biennale Young Congo est une initiative portée par Vitshois Mwilambwe Bondo, fondateur de KAS, une plate-forme culturelle constituée de jeunes artistes visuels. Créée en 2010, elle s'est assigné pour but « la promotion et le développement des arts visuels à Kinshasa, en RDC et en Afrique ». Elle « favorise la création innovatrice dans le domaine des arts visuels et d'autres formes d'expressions artistiques ».

Nioni Masela

MONUSCO

Begum Rowshan Ara trouve la mort à Kinshasa

Un accident de circulation sur la route de Nsele a emporté, le 5 mai, l'inspectrice générale de la police du Bangladesh, dont l'apport des troupes en faveur de la Mission de maintien de la paix en République démocratique du Congo (RDC) demeure exceptionnelle et contribue au renforcement de la paix et de la stabilité.

La police du Bangladesh vient de perdre son inspectrice générale à Kinshasa. C'est la porte-parole de la Monusco, Florence Marchal, citée par actualités.cd, qui l'a annoncé en primeur lors d'une conférence de presse animée le 8 mai, dans la capitale congolaise. Les circonstances de l'accident sont encore loin d'être élucidées mais les premiers éléments d'enquête font état d'une collision entre le véhicule à bord duquel elle se trouvait et un camion qui filait à vive allure. « La commandante de l'unité de police constituée bangladaise de la Monusco, qui se trouvait également à bord de la voiture accidentée, a été blessée et est hospitalisée », a expliqué Florence Marchal.

La mort l'a surprise alors qu'elle était en mission au Congo-Kinshasa afin d'honorer ses consœurs policières déployées dans le pays. Saluant

le « rôle essentiel » que joue le Bangladesh au sein des opérations de maintien de la paix en RDC, la porte-parole de la Monusco a, au nom de son institution, présenté ses condoléances à la famille de Begum Rowshan Ara. « Toute la Mission s'associe à la représentante spéciale du



Begum Rowshan Ara

secrétaire général des Nations unies en RDC pour présenter ses condoléances à la famille de la victime, à ses collègues et au gouvernement du Bangladesh», a-t-elle déclaré.

Âgée de 57 ans, la regrettée Begum Rowshan Ara est détentrice d'une Médaille de la police du président qui lui a été décernée en 2018, la deuxième plus haute distinction décernée par la police du Bangladesh.

Alain Dasso

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET
NUMÉRIQUE
SÉRIGRAPHIE
PELLICULAGE
DOS CARRÉ COLLÉ
CONCEPTION GRAPHIQUE

UNE LARGE GAMME DE PRODUITS

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

Journaux

Magazines

Cartes de visite

Dépliants

Livres

Calendriers

Flyers, Affiches

B4, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

MAI-NDOMBE

Paul Mputu Boleilanga promet de travailler pour le développement de la province

Le candidat gouverneur a communiqué avec les différentes autorités politico-administratives ainsi que la population de cette partie du pays, avec lesquelles il a partagé sa vision pour cette entité.

Lors de sa récente descente dans son terroir, Paul Mputu Boleilanga a parcouru toute la province du Mai-Ndombe, où il a été accueilli par les autorités ainsi que la population. Son séjour a coïncidé avec le dépôt de sa candidature au poste de gouverneur de cette province issue du démembrement de l'ancien Bandundu. Cet ingénieur civil électricien et fonctionnaire international en retraite a clairement partagé avec ses frères et sœurs sa détermination de s'impliquer pour booster le développement intégral de cette partie du pays. « *Je rentre travailler pour Mai-Ndombe qui a fait que je sois ce que je suis* », a-t-il dit parout où il est passé.

Des atouts pour soutenir l'émergence de la province

Paul Mputu Boleilanga a eu une longue carrière dans le domaine de l'électronique, jusqu'à assumer des responsabilités sur le plan continental dans les sociétés multinationales qui l'avaient employé. Après le petit séminaire et ses études d'ingénieur civil électricien, option électronique et automatisme à l'Université de Kinshasa, où il a décroché son diplôme avec la mention grande distinction, Paul Mputu Boleilanga a été recruté comme assistant, puis est devenu chef des travaux au sein de cette alma mater. Avec une longue série de stages professionnels, notamment en électricité et électro-



Paul Mputu Boleilanga

nique, informatique et télécommunication, il s'est préparé à une longue carrière qui l'a conduit dans certains autres pays africains et d'autres continents encore.

L'agence de presse Reuters l'utilisera comme sous-traitant technique chargé de l'installation et maintenance du réseau Ntic d'Afrique et Moyen-Orient. Il occupera également tour à tour les postes de directeur régionale du groupe CIE Télécel au Katanga, di-

recteur informatique de Télécel international puis directeur de recherche et développement avec résidence à Kinshasa. Il est devenu, ensuite, directeur de recherche et développement à Congolese wireless network, aujourd'hui Vodacom Congo, et signe avec la conception et l'installation du réseau GSM ainsi que l'ensemble des interconnexions tant nationales qu'internationales. Directeur technique à SAIT télécomm, aujourd'hui Orange, il

joue le même rôle que dans l'entreprise qui l'avait employé précédemment.

A la Société nationale d'électricité, il a été directeur technique puis occupa le poste d'administrateur de la société Westcor chargée de construire l'autoroute d'énergie électrique depuis les sites en RDC jusqu'en Afrique du Sud via l'Angola et la Namibie. Puis, il est devenu l'expert de la Banque mondiale ayant élaboré le plan directeur de bacc born international de la RDC, point focal de cette banque du projet Cab V composante du Pt-Ntic.

Paul Mputu Boleilanga a également installé et maintenu des ordinateurs HP et des réseaux d'ordinateurs au Congo et dans plusieurs pays africains, conçu et mis en œuvre le gateway international de Télécel international, à Charleroi, en Belgique...

Fort de cette expérience ainsi que de son intégrité, il s'affiche à ce jour, selon ses interlocuteurs et la population de Mai-Ndombe, comme l'homme indiqué pour le développement de cette province. C'est donc le sens de cet accueil qui lui a été réservé pendant cette tournée à travers cette province subdivisée en huit territoires, dix-neuf secteurs et cinquante-deux groupements au cours de laquelle il a déposé sa candidature au poste de gouverneur pour les élections attendues au 30 mai.

Lucien Dianzenza

ADIAAC

Toute l'actualité Du Bassin du Congo EN VIDÉO



LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

LE COURRIER
DE KINSHASA

+336 11 40 40 56

info@adiac.tv

84, boulevard Denis-Sassou-N'Guesso
Brazzaville - République du Congo

www.adiac.tv



LINAFOOT/LIGUE 1

Le sacre de Mazembe assuré

Avec sa victoire sur Dragons/Bilima, le club lushois est définitivement vainqueur de la 24^e édition du championnat national de football.

Le TP Mazembe (TPM) est mathématiquement champion du Congo pour la saison 2018 - 2019, après avoir nettement battu, le 7 mai dans son stade de la commune de Kamalondo, à Lubumbashi, l'AS Dragons/Bilima de Kinshasa, par la marque de trois buts à zéro. Le match comptait pour la 27^e journée. Le jeune Jackson Muleka a signé un triplé, portant son capital but à vingt-deux. Il s'en va peut-être battre le record de l'attaquant Jean-Marc Makusu de V.Club qui avait atteint la barre de vingt-quatre buts la saison dernière.

Avec soixante-quatorze points et un goal average de +65, le TPM, récemment éliminé en demi-finales de la 23^e Ligue des champions de la CAF par l'Espérance sportive de Tunis, se hisse à la première place du classement. Il devance l'AS V.Club



TP Mazembe de Lubumbashi

qui compte soixante-quatorze points également mais un goal average de +42 en trente matches disputés soit le maximum.

Les Corbeaux du Grand Katanga avaient juste be-

soin d'un succès face aux Monstres de la capitale pour s'assurer le sacre, bien qu'ils livreront encore trois autres matches pour boucler leur saison. Il leur reste encore trois matches

à disputer, successivement contre Dauphin noir de Goma, le 12 mai à Lubumbashi; Maniema Union le 15 mai à Kindu; et Renaissance du Congo le 18 mai à Lubumbashi.

Classement...

Selon le classement général provisoire, Mazembe est donc premier, suivi de V.Club. Daring Club Motema Pembe est troisième avec 60 pts après vingt-neuf matches, devant Maniema Union 57 pts et vingt-huit matches disputés. Dauphin noir est cinquième avec 42 pts en vingt-sept rencontres, talonné par Lupopo (41 pts et trente matches), Nyuki (38 pts en trente matches), Rangers (37 pts au terme de trente matches), Sanga Balende (36 pts pour vingt-huit sorties), Don Bosco (36 pts en trente oppositions), Renaissance du Congo (35 pts en vingt-sept sorties). Bazano est douzième avec 34 pts après trente matches disputés, devant Lubumbashi Sport (32 pts à l'issue de trente matches), Mont Bleu (22 pts, vingt-six matches). Dragons/Bilima est quinzième et dernier avec 14 pts, vingt-huit matches.

Martin Engimo

LINAFOOT/LIGUE 1

Bazano dispose de Mont Bleu à Bunia

La Jeunesse sportive Groupe Bazano a réussi à se maintenir au championnat de la Ligue nationale de football (Linafoot), grâce à une précieuse victoire de 3-0, le 6 mai, au stade Amani de Bunia, face à la formation locale de Mont Bleu.



<Sans données à partir du lien>

La rencontre comptait pour la 29^e journée de la 24^e édition du championnat de la Linafoot. Les Miniers de Lubumbashi ont réalisé le plus dur dans cette opposition entre le premier non relégable et le premier relégable. Ils s'en sont sortis avec beaucoup plus de réussite que les Montagnards de Bunia qui évoluaient pourtant sur leur aire de jeu du stade Amani du chef-lieu d'Ituri.

Ayant ouvert la marque à la 27^e mn par le biais d'Elie Kiyana Elie, les joueurs du coach Daouda Lupembe ont porté le score à deux buts à zéro juste après

la pause, grâce à un but contre son camp de Diego Drakana à la 49^e mn. Le troisième but a été inscrit par Kyala, à trois minutes de la fin du temps réglementaire.

Avec ce succès, Bazano assure définitivement son maintien en Ligue 1. Quant à Mont Bleu, l'avenir en Ligue 1 n'est pas encore totalement scellé. Les Montagnards devront éviter des contre-performances lors des quatre dernières rencontres pour se maintenir en première division.

M.E.

HANDBALL

La RDC et le Cameroun qualifiés pour les 12^{es} Jeux africains au Maroc

Sur décision de la Confédération africaine de handball (Cahb), les sélections féminines et masculines des deux pays prendront part aux jeux prévus pour août prochain au royaume chérifien.



Vue d'un match des Léopards handball messieurs à Kinshasa

Selon le courrier de l'instance faitière du handball africain daté du 6 mai, les équipes nationales masculines et féminines du Cameroun et de la République démocratique du Congo (RDC) sont qualifiées pour les douzièmes Jeux africains. La Cahb demande ainsi à la Fédération de handball du Congo (Féhand) de lui transmettre, au plus tard le 20 mai, l'accord du ministère des Sports pour la participation effective des équipes nationales congolaises. Rappelons que les sélections de la RDC et du Cameroun avaient été les seules à participer au tournoi qualificatif de la zone 4 (Afrique centrale), organisé du 23 au 25 avril à Kinshasa, dans les versions féminines et masculines.

Les Léopards hommes avaient pris leur ascendance sur les Lions indomptables du Cameroun au terme des deux matches aller et retour (vingt-neuf buts à trente-deux pour le Cameroun au match aller, et vingt-six buts à vingt-deux pour la RDC au match retour). Les dames des deux pays avaient fait également jeu égal à l'issue de la double confrontation. (vingt-quatre buts à vingt et un pour les Camerounaises au match aller, et vingt-deux buts à vingt-cinq pour les Congolaises au match retour). La Cahb a pris la décision d'accorder la qualification aux deux pays afin de représenter l'Afrique centrale au rendez-vous sportif au royaume chérifien.

M.E.

AFRIQUE

Le coût de la mauvaise santé estimé à deux mille quatre cents milliards de dollars

Le chiffre représente les pertes totales annuelles que subirait les économies africaines en raison des maladies qui y sévissent. De quoi méditer sur les ordres de priorité dans l'investissement, public ou privé.

Avec une population prévue pour doubler d'ici à 2050 (2,5 milliards d'habitants), le continent noir avance vers une étape décisive de sa transition pour le développement économique. Ce boom démographique accentue la nécessité pour les pays africains d'améliorer leurs systèmes sanitaires afin de bénéficier du dividende démographique que l'augmentation de sa main d'œuvre potentielle pourrait engendrer.

D'après les données de la Banque mondiale, la densité de médecins africains est de deux pour dix mille habitants, très en dessous de la moyenne mondiale (quatorze médecins pour dix mille habitants). D'ici à 2030, les jeunes seront plus de sept cent cinquante millions sur le continent africain, ce qui augmentera la main d'œuvre disponible pour les pays.

Malheureusement, l'état des lieux des politiques sanitaires africaines laisse penser qu'à long terme, le continent risque de passer à côté de cette opportunité économique. Surtout lorsque l'Organisation mondiale de la santé (OMS) annonce que les maladies non transmissibles augmenteront de 27% en Afrique au cours des dix prochaines années, entraînant vingt-huit millions de décès supplémentaires.

Ces dernières années, les investissements dans les infrastructures et l'énergie ont augmenté d'un montant supérieur à cinquante millions de dollars, dans le domaine des infrastructures en Afrique (hausse de 5,9%).

En revanche, l'investissement dans la santé reste très modeste. Le boom démographique accentue la nécessité d'améliorer les systèmes sanitaires dans le continent. Une publication récente de l'OMS montre qu'en dépit des engagements pris par les chefs d'État africains de consacrer au moins 15 % du budget public à la santé, seuls quatre pays (Malawi, E-Swatini, Ethiopie, Gambie) ont pu atteindre cet objectif en 2015. A contrario, les données montrent qu'au cours de la période 2000-2015, les dépenses de santé en proportion du budget total ont été réduites dans dix-neuf pays.

Alors que l'Afrique fait face à une vague de maladies et d'épidémies (Ebola, paludisme, sida, choléra...), la faible orientation des budgets des Etats vers le secteur de la santé augmente la vulnérabilité de leurs économies. D'après la revue «Journal of infectious diseases», l'épidémie d'Ebola a coûté environ cinquante-trois milliards de dollars aux pays d'Afrique de l'ouest, en termes de pertes en vies humaines et de coûts économiques. Dans un rapport intitulé "Productivity cost of illness", l'OMS explique que le coût des maladies en termes de perte de productivité pour les pays africains varie d'un minimum de 242,3 millions de dollars (Sao-Tomé-Et-Principe) à huit cent soixante-dix-neuf milliards de dollars (Nigeria). Près de 56,61% de ces coûts est attribué aux affections liées à la maternité, au sida, à la tuberculose, au paludisme, aux maladies

tropicales négligées, aux maladies non transmissibles et aux accidents de la route. « Douze pays de la région représentent l'essentiel des coûts de productivité dus à la mauvaise santé, avec plus de quatre-vingts milliards de dollars dans chaque pays », indique le document. La plupart de ces coûts seraient liés aux maladies non transmissibles qui comptent pour 37,11% du total des coûts. Cette perte de productivité entraîne des répercussions sur la capacité des Etats à atteindre leurs objectifs de développement durable (ODD).

Une dépendance accentuée à l'aide étrangère

D'après les statistiques, un investissement annuel supplémentaire de six cent soixante-onze milliards de dollars est nécessaire pour que les pays à revenu faible puissent atteindre leurs ODD dans le domaine de la santé. Les pertes de productivité liées aux maladies en Afrique réduisent la capacité des Etats à financer leur développement, alors que le continent a déjà du mal à mobiliser les recettes intérieures nécessaires pour réaliser ses projets. Selon la Commission économique des nations-unies pour l'Afrique (CEA), le continent devra mobiliser 11 % de son produit intérieur brut (PIB) par an sur les dix prochaines années pour combler son déficit de financement afin d'atteindre les ODD. L'Afrique possède l'un des taux les plus élevés en termes de coût de productivité des maladies par rapport

au PIB, et affiche le plus faible ratio recettes publiques/PIB au monde (24,5% entre 2000-2018). Conséquences: en plus d'entraîner des pertes importantes en ressources humaines et en productivité, l'Afrique accentue sa dépendance à l'aide étrangère. Ceci, encore plus lorsqu'il s'agit de répondre aux crises sanitaires qui secouent les pays africains.

« Nous savons qu'une bonne santé contribue à l'amélioration du développement des résultats », a déclaré Matshidiso Moeti, directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique. Ajoutant : « Ce qui n'a pas encore été clairement compris, c'est l'impact de la mauvaise santé sur les résultats en matière de développement ». Une réorientation des politiques publiques vers le secteur de la santé semble inévitable, si l'Afrique veut atteindre un vrai développement.

D'après le journal «The Globalist», "bien que l'Afrique supporte un quart du fardeau mondial de la maladie, elle n'a que deux pour cent des médecins du monde". Si les dépenses en santé peuvent paraître secondaires pour les Etats africains, de nombreuses statistiques prouvent qu'une meilleure politique sanitaire est bénéfique pour l'économie.

Selon une étude menée par des chercheurs de l'université de Harvard, l'augmentation d'un an d'espérance de vie de la population d'un pays équivaldrait à une augmentation de 4% de son PIB. A en croire l'Organisation de coopération et de dévelop-

pement économiques, une augmentation de 1 % de l'espérance de vie se traduirait par une augmentation de 6 % du PIB total et de 5 % du PIB par habitant.

Une bonne politique sanitaire bénéficie à l'économie

En mettant en œuvre les politiques sanitaires exigées par les ODD, les pays africains pourront économiser près de 47% des coûts de productivité induits par les maladies d'ici à 2030, d'après l'OMS. Une meilleure politique sanitaire est donc bénéfique pour l'économie. Au-delà des infrastructures sanitaires, les gouvernements doivent investir dans la formation du personnel afin d'augmenter l'accès pour tous à des soins équitables, et à l'assurance maladie universelle. Enfin, la contribution du secteur sanitaire au PIB de l'Afrique pourrait connaître une véritable embellie si les pays du continent développaient une véritable industrie pharmaceutique pour répondre aux énormes besoins en santé de leur population. Et la demande croissante en médicaments peut faire émerger une importante industrie pharmaceutique.

D'après la CEA, l'Afrique pourrait représenter la deuxième opportunité d'affaires au monde dans le secteur de la santé avec 14% de part de marché d'ici à 2030. En investissant dans la santé, le continent pourrait créer seize millions d'emplois supplémentaires et par là, réduire ses importations de produits pharmaceutiques.

Noël Ndong

SAHEL

Antonio Guterres réclame un soutien accru de l'ONU à la force anti-djihadiste

Dans un rapport remis en début de semaine au Conseil de sécurité, le secrétaire général appelle à l'appui du G5 Sahel et exprime sa « profonde préoccupation devant la détérioration de la situation sécuritaire » au Mali ainsi que dans la région sahélienne.

Estimant que la force multinationale formée de troupes du Niger, du Mali, de Mauritanie, du Tchad et du Burkina Faso, « ne peut pas seule sécuriser le Sahel », Antonio Guterres insiste sur la nécessité de donner plus de moyens à son commandement. « Une pleine opérationnalisation de la Force conjointe G5-Sahel ne sera possible que si elle reçoit un soutien constant et prévisible », souligne-t-il. « Je recommande au Conseil de sécurité d'étudier la possibilité d'apporter un tel soutien à tous les bataillons opérant dans le cadre de la Force conjointe

sous la condition que cette dernière ou d'autres partenaires prennent la responsabilité de l'acheminement de l'aide dans leurs zones d'opérations », indique Antonio Guterres dans son rapport, en évoquant implicitement les autres pays membres du G5-Sahel. Une recommandation qui fait suite à une demande, ces derniers mois, des pays membres du G5-Sahel.

Par son appel, le chef de l'ONU réclame à nouveau, malgré l'opposition de longue date des Etats-Unis sur ce sujet, que le G5-Sahel bénéficie



Antonio Guterres

de ressources financières de l'ONU et d'un mandat placé sous le chapitre 7 de la Charte des Nations unies prévoyant le recours à la force. « Même

si un tel mandat ne garantit pas un financement automatique » des Nations unies, « il donnera à la Force conjointe une légitimité politique supplémentaire que cette initiative importante mérite », affirme le secrétaire général. Antonio Guterres rappelle, en outre, l'accord technique conclu entre l'ONU et le G5-Sahel. Le texte prévoit un soutien logistique (aide à la construction de camps, fourniture de carburants, d'alimentation, soutien médical) de l'Organisation à la nouvelle force (environ cinq mille militaires des cinq pays fondateurs) lancée formellement en juillet 2017. Il relève que l'accord technique ne prévoit

jusqu'à présent qu'un soutien de la mission de l'ONU au Mali aux troupes du G5-Sahel présentes dans ce pays.

En sa qualité de premier contributeur financier à l'ONU, Washington, qui cherche à réduire les dépenses de l'Organisation, s'oppose toujours au soutien accru de la force conjointe pour la simple raison qu'il préfère se focaliser sur son aide bilatérale aux pays du Sahel.

Le G5 Sahel a été créé pour donner une réponse militaire conjointe et coordonnée aux attaques djihadistes récurrentes au Sahel, mais cette force n'est toujours pas opérationnelle malgré les promesses faites par les pays européens et d'autres partenaires.

Nestor N'Gampoula

CAMEROUN

Michelle Bachelet plaide en faveur de mesures pour réduire les tensions

À l'occasion d'une visite dans le pays, la Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'Homme a plaidé auprès du gouvernement en faveur de mesures pour réduire les tensions dans le nord et l'ouest du pays et s'est félicitée de la volonté affichée par les autorités de rechercher des solutions à la crise dans ces régions.

«Je pense qu'il existe une possibilité, même si elle est restreinte, de mettre fin aux crises qui ont entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes, ainsi que des meurtres et des violations des droits de l'Homme dans le nord et l'ouest du pays», a déclaré Michelle Bachelet, citée dans un communiqué de presse.

Mais, selon elle, il ne sera pas facile de remédier à ces situations et il faudra des mesures importantes de la part du gouvernement, de même qu'un soutien substantiel et soutenu de la communauté internationale.

«Les défis sont immenses et la situation impliquant environ une dizaine de mouvements séparatistes dans les régions du nord-ouest et du sud-ouest risque de devenir totalement incontrôlable si des mesures sérieuses ne sont pas prises pour réduire les tensions et rétablir la confiance. De l'avis général, il faut aussi s'attaquer aux causes profondes et aux griefs sous-jacents si l'on veut rétablir la stabilité à long terme dans un pays qui était, jusqu'à quelques années encore, l'un des plus stables et des plus pacifiques de la région», a-t-elle dit.

La Haut-Commissaire a noté que le gouvernement camerounais faisait également face à d'autres défis majeurs, notamment des incursions transfrontalières de groupes armés et d'organisations criminelles le long de sa frontière avec la République centrafricaine. Parallèlement, dans le nord du pays, les forces armées sont confrontées aux déprédations et aux attentats-suicides perpétrés par Boko Haram et, dans l'extrême nord, autour du lac Tchad, la population est terrorisée et attaquée par une autre organisation extrémiste, l'Etat islamique d'Afrique de l'ouest. En outre, le Cameroun accueille des centaines de milliers de réfugiés de la République centrafricaine et du Nigeria. Au cours de sa visite de trois jours à Yaoundé, Michelle Bachelet a rencontré le président Paul Biya et d'autres membres du gouvernement, ainsi que d'autres acteurs politiques et de la société civile.

Elle a pris note avec satisfaction des comptes rendus des dirigeants de deux nouveaux organes créés par le président pour traiter de questions spécifiques liées aux problèmes de l'ouest et du nord du Cameroun, à savoir la Commission nationale pour la promotion

du bilinguisme et du multiculturalisme et le Comité national de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

«Le travail de ces deux organismes en est encore à ses débuts», a déclaré Michelle Bachelet. «Mais je pense qu'ils peuvent apporter d'importantes contributions au fil du temps pour mieux comprendre et gérer la crise dans les deux régions occidentales, et pour encourager un nombre croissant de combattants à déposer les armes et à se réinsérer dans la société au nord comme à l'ouest», a-t-elle poursuivi.

Elle a toutefois estimé qu'il ne fallait pas sous-estimer les énormes défis auxquels ces deux organismes sont confrontés.

Selon la cheffe des droits de l'Homme des Nations unies, «la seule façon de résoudre les problèmes dans les deux régions occidentales consiste à engager un dialogue, y compris une analyse approfondie des causes profondes des troubles». Elle a exhorté toutes les parties, y compris le gouvernement, à déployer tous leurs efforts pour mettre fin aux combats et commencer les pourparlers de paix.

CHINE

De jeunes Africains commencent une tournée scientifique et technologique

Vingt-cinq jeunes chercheurs et fonctionnaires de dix-huit pays africains ont commencé, le 6 mai à Beijing, une tournée scientifique et technologique en Chine, cherchant l'inspiration d'innovation au travers d'échanges.

La tournée d'innovation en Chine pour de jeunes scientifiques Africains est coparrainée par le ministère des Sciences et des technologies et le ministère des Affaires étrangères. Les jeunes chercheurs et fonctionnaires visiteront dans les neuf prochains jours l'Université Qinghua, l'Académie des sciences agricoles de Chine, la Zone de développement de haute technologie de Yichang et d'autres instituts de recherche et sites culturels à Beijing

et dans la province du Hubei. «C'est un honneur et un plaisir d'avoir l'occasion de visiter notre pays partenaire», a déclaré Soha Mostafa, assistante du projet UE du ministère égyptien de l'Enseignement supérieur et de la recherche scientifique. «Seuls nous pouvons faire si peu, mais ensemble, nous pouvons faire beaucoup», a-t-elle déclaré.

L'activité vise à poursuivre la mise en œuvre des réalisations accomplies au Sommet de Beijing du Forum sur la coopération sino-africaine 2018 et à promouvoir la coopération entre la Chine et les pays africains en matière d'innovation scientifique et technologique.

ENVIRONNEMENT

Un nouveau matériau pour lutter contre la pollution pétrolière

Des scientifiques chinois ont développé de nouvelles mousses en polypropylène biomimétiques pour la séparation pétrole-eau qui pourront être utilisées pour prévenir et contrôler la pollution pétrolière.

La séparation pétrole-eau est un défi international dû aux eaux usées contenant du pétrole industriel et aux déversements pétroliers fréquents. Par conséquent, la recherche sur les matériaux et technologies de séparation pétrole-eau à haute efficacité revêt une grande importance scientifique et possède une valeur d'application. Des scientifiques de l'Institut de technologie des matériaux et d'in-

génierie de Ningbo, relevant de l'Académie des sciences de Chine, ont créé des mousses en polypropylène biomimétiques à structure novatrice capables de séparer le pétrole de l'eau avec une haute efficacité dans un environnement complexe. Les mousses sont faciles à préparer, peu coûteuses et respectueuses de l'environnement, présentant un grand potentiel d'application pour la séparation pétrole-eau de grande ampleur. L'équipe a soumis une demande de brevet pour cette technologie. La recherche a été publiée par la revue Chemical Engineering Journal.

Xinhua



Programme Lisungi
Plan National d'action sociale

MINISTRE DES AFFAIRES SOCIALES ET DE L'ACTION HUMANITAIRE

Projet Lisungi-Système de Filets Sociaux

UNITE DE GESTION DU PROJET

COMMUNIQUE A L'ATTENTION DES MENAGES BENEFICIAIRES DU PROJET LISUNGI

Le coordonnateur du projet Lisungi informe tous les ménages qui perçoivent des allocations dans le cadre du projet que les paiements du 1^{er} trimestre 2019 commencent dès ce mercredi 08 mai 2019. Ces paiements ne concernent que les ménages des localités ci-après : Nganga-Lingolo, Madibou, Mfilou, Djiri, Dolisie, Loandjili, Ngo et Gamboma.

Pour la journée du 08 mai 2019, seuls les ménages de Nganga-Lingolo seront reçus par les agents payeurs de la Banque Postale du Congo, au siège du service Social de Makélékélé.

Pour les autres localités, le calendrier des paiements se présente de la manière suivante :

- Madibou : du 09 au 13 mai 2019, au service social de Makélékélé
- Mfilou: du 16 au 23 mai 2019, à l'agence BPC de l'aéroport
- Dolisie: du 13 au 15 Mai 2019, à l'agence BPC de Dolisie
- Loandjili : du 13 au 17 Mai 2019, dans les agences de la BPC Grand Marché et Fond TIE-TIE
- Djiri : du 14 au 15 Mai 2019, au siège de la Mairie de Djiri
- NGO : du 20 au 22 mai 2019
- Gamboma : du 23 au 25 mai 2019

Les ménages bénéficiaires sont priés de passer aux sièges de leur service social respectif, pour s'enquérir des jours de leurs paiements.

NB : les ménages de makélékélé, Baongo, Mougali, Talangai, Mvoumvou, Oyo et Makoua ne sont pas concernés par ces Paiements.

Fait à Brazzaville, le 07 mai 2019



Na lisungi, tosongami !

Elle est bonne

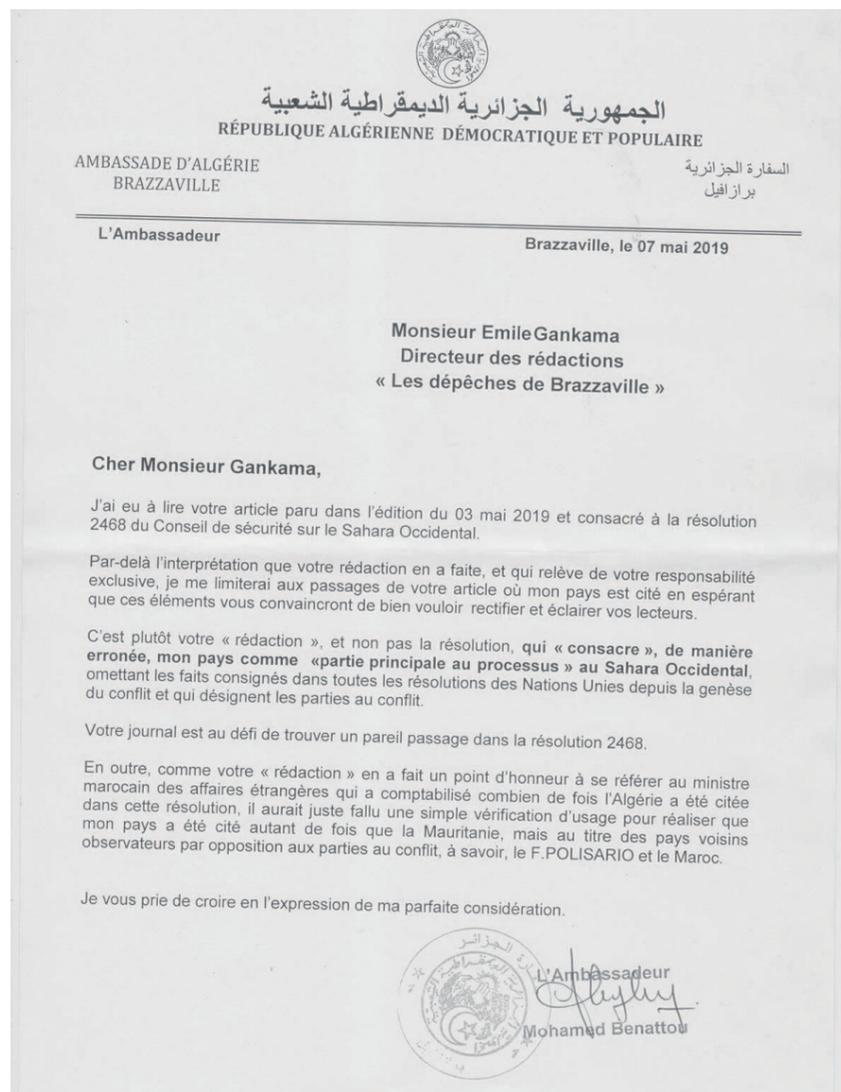
Notre qualité réseau
everywhere you go

mtncongo.net



MISE AU POINT

L'ambassadeur d'Algérie au Congo nous a adressé cette mise au point à la suite de l'article paru dans notre édition du 3 mai sous le titre «Sahara : le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 2468».



CLIMAT

Huit pays européens appellent à une action vigoureuse

La Belgique, le Danemark, l'Espagne, la France, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède ont lancé un appel commun avant le sommet européen de Sibiu (Roumanie), insistant sur la nécessité d'« agir maintenant » contre le réchauffement climatique, a indiqué l'Elysée.

« Du fait de son importance fondamentale pour l'avenir de l'Europe, comme défi et comme opportunité, la lutte contre le changement climatique doit être la clef de voute de l'agenda stratégique européen pour la période 2019-2024 », affirme le texte signé le 7 mai par les huit pays. « Les dirigeants européens doivent agir maintenant » pour que « la transition vers une société climatiquement neutre » soit « juste et socialement équilibrée pour tous », ajoute le document qui appelle l'Union européenne (UE) à respecter l'objectif « d'atteindre zéro émission de gaz à effet de serre net d'ici à 2050 au plus tard ». Les dirigeants européens ont également insisté sur l'apport des moyens financiers. « Il est crucial de rediriger les flux financiers, à la fois publics et privés, vers l'action climatique », avec « au moins 25% des dépenses » du budget européen consacrées « à des projets destinés à lutter contre le changement climatique », soulignent-ils. Ce budget « ne doit plus financer de projets préjudiciables à l'atteinte de cet objectif », précise le texte.

Le document paraphé a été envoyé à

l'ensemble des pays membres de l'UE avec l'espoir que « d'autres le signeront avant ou après Sibiu », selon la présidence française, qui précise que l'initiative a été prise par « les pays les plus ambitieux en matière climatique » pour ne pas que « les plus réticents donnent le ton ».

Le Conseil européen informel qui se tient ce 9 mai réunira les chefs d'État ou de gouvernement. A l'occasion, les dirigeants de l'UE débattront de leur prochain programme stratégique pour la période 2019-2024. Ils procéderont à un échange de vues sur les défis et les priorités de l'organisation pour les années à venir. Les débats s'appuieront sur une note décisionnelle élaborée par le président Donald Tusk et se scinderont en deux parties, l'une consacrée aux aspects extérieurs et l'autre aux aspects intérieurs.

A Sibiu, les dirigeants européens doivent donc discuter de l'agenda du continent pour les cinq prochaines années qui suivront les élections européennes du 26 mai. Les vingt-sept devraient notamment se contenter d'approuver « dix engagements » dans une courte déclaration.

Nestor N'Gampoula

LE JOUR DE LA VICTOIRE

Une fête immortelle

Exercice de mémoire populaire, jour de commémoration, fête avec des larmes aux yeux... le jour de la Victoire a une dimension toute particulière en Russie. En 2018, plus de 24,5 millions de personnes ont participé aux festivités organisées à cette occasion à travers le pays.

Tous les ans depuis 1945, c'est la victoire dans la Grande Guerre patriotique que la Russie commémore. Ce terme désigne le conflit qui a opposé l'Allemagne et ses alliés à l'URSS entre le 22 juin 1941 et le 9 mai 1945 tandis que la Seconde Guerre mondiale, rappelons-le, avait débuté près de deux ans

plus tôt, le 1er septembre 1939. Au-delà des dates, ces trois mots revêtent aussi une symbolique toute particulière pour les Russes, renvoyant au soulèvement des peuples de l'URSS qui ont fait front commun face à l'ennemi.

Un chiffre suffit pour comprendre pourquoi 74 ans plus tard, le 9 mai conserve

toujours cette importance pour les Russes. Quarante-deux millions de morts. Voici le bilan exorbitant de quatre ans de la Grande Guerre patriotique pour l'URSS. Ravagé par le sanglant conflit, le pays déplore dix-neuf millions de victimes militaires et vingt-trois millions de victimes civiles, selon les données révisées à la base des archives soviétiques rendues publiques en 2017. « Il n'y a pas en Russie de famille qui ne garde pas la mémoire de son héros », dit une chanson de guerre. Il n'y a pas eu de

porte à laquelle le malheur n'a pas frappé.

Le 9 mai en Russie est l'occasion d'un grand défilé militaire. Partie intégrante de cette fête, l'événement est organisé à travers le pays en mémoire du tout premier défilé de la victoire tenu le 24 juin 1945, sur la place Rouge, sous le commandement du maréchal Joukov. Cette tradition est pourtant tombée en désuétude en 1991 avec la chute de l'URSS pour renaître en 1995 à l'occasion du 50e anniversaire de la Victoire. En 2012, une autre tradition a été née, celle de la tenue du Régiment immortel. L'action vise à rendre hommage aux combattants ayant participé à la victoire sur le nazisme et devient chaque année plus massive. Brandissant des photos de leurs parents ayant participé à la Grande Guerre patriotique, des centaines de milliers de personnes défilent à l'approche du Jour de la Victoire et le 9 mai dans les villes russes et à l'étranger.

Cette activité ne contournera pas le Congo. Le Régiment immortel aura lieu le 9 mai à Brazzaville et le 11 mai à Pointe-Noire où les compatriotes russes ainsi que toute personne impliquée se réuniront pour commémorer l'exploit que les soldats soviétiques ont fait pour assurer notre avenir.



FOIRE «DJOKA PÊ OUESSO»

Un tournoi de volleyball sera au rendez-vous

Le comité d'organisation de l'événement, conduit par le député Léonidas Carel Mottom Mamoni, s'est entretenu le 7 mai, à Brazzaville, avec la Fédération congolaise de volleyball (Fécovo), conduite par Jean-Claude Mopita. Les deux parties ont abordé les questions techniques liées à la bonne organisation de la compétition.

La réunion dite technique et de prise de contact s'est déroulée en présence du secrétaire général de la ligue départementale de volleyball de la Sangha ainsi que de la vétérane 2018-2019 du volleyball congolais et ambassadrice de «Djoka pê Ouesso», Sara Ahoui. «Djoka pê Ouesso» ou « Allons à Oues+

so » est un événement sportif et culturel qui regroupera plusieurs activités durant la période des vacances. Parmi ces activités, sont prévus un tournoi de volleyball et une Coupe de cacao en version football qui débiteront le 21 juillet.

Selon les membres du comité d'organisation de cet événement, le tournoi de volleyball permettra la relance de ce sport dans le département de la Sangha. « Lorsque nous avons lancé ce projet, les animateurs du volleyball congolais nous ont contactés afin que nous travaillions ensemble pour rechercher les talents de cette discipline qui somnolent dans nos départements. Nous devons travailler sur la pépinière puisque d'autres pays connaissent déjà les futures stars dans presque toutes les disciplines », a précisé Léonidas Carel Mottom Mamoni. Quatre équipes participeront à ce tournoi dont deux de Brazzaville et deux de la Sangha. Quelques équipes de la catégorie minime y livreront des matchs de gala. Les frais de transport des équipes, de logement et d'équipement seront pris en charge par les organi-



sateurs de Djoka pê Ouesso. La Fécovo apportera les ballons, les techniciens, les arbitres et contribuera à donner au tournoi un sens officiel. « A Ouesso, nous allons pratiquer le volleyball à fond, au plus près de la population. La Fédération sera présente. La discipline ainsi que les volleyeurs seront valorisés lors de cet événement », a déclaré Jean-Claude Mopita,

Jean Claude Mopita remettant le fanion de la Fécovo à Léonidas Carel Mottom Mamoni/Adiac

président de la Fécovo. Les matchs se dérouleront soit à la place de la cathédrale sur l'avenue Marien-Ngouabi, soit sur l'espace situé vers la BDEAC. Afin d'immortaliser ce tournoi, les trophées de volleyball seront remis en même temps que ceux de la coupe de football, en présence de tous les invités. Les deux finales auront lieu le même jour, selon le pro-

gramme provisoire. Au terme de ce tournoi, la Fécovo mettra en place un centre de formation de volleyball qui sera dénommé centre Léonidas-Carel-Mottom-Mamoni.

Notons que Djoka pê Ouesso est un projet multisectoriel qui, à partir de juin, va mobiliser l'attention et le dynamisme de chaque jeune du pays.

Rude Ngoma

ORGANISATION DE COORDINATION POUR LA LUTTE CONTRE LES ENDEMIES EN AFRIQUE CENTRALE
Secrétariat Exécutif

814, Rue 2003 Yaoundé III / B.P. 15665 YAOUNDE Cameroun Tél. 00.237 / 22.23.22.32 / 22.23.77.86 Fax : 00.237 / 22.23.00.61
E-mail : contact@oceanic.org Site web: www.oceanic.org

AVIS D'APPEL D'OFFRE

1- Objet

L'Organisation de Coordination pour la lutte contre les Endémies en Afrique Centrale (OCEAC), Agence d'Exécution de la CEMAC dans le domaine de la Santé Publique, lance un appel d'offres ouvert pour les travaux de construction du mur de clôture du Centre Inter Etats d'Enseignement Supérieur en Santé Publique d'Afrique Centrale (CIESPAC), sis Route Nationale N°2, Mikalou 2, entre le lycée Thomas Sankara et le pont de MIKALOU, financé par le Fonds de Développement de la Communauté (FODEC).

2- Retrait de dossier

Les dossiers de consultation des entreprises sont à retirer contre une somme non remboursable de deux cent mille (200.000) francs CFA auprès du secrétariat de la Direction du CIESPAC, les jours ouvrables de 8h00 à 12h00.

3- Visite du site

La visite guidée du site des travaux, réservée aux entreprises ayant retiré le dossier de consultation, aura lieu, au choix des Entreprises, à l'adresse sus indiquée, les 20 et 21 mai 2019, de 11heures précises à 13 heures.

4- Remise des offres

Les offres seront déposées au secrétariat de la Direction du CIESPAC contre un récépissé indiquant la date et l'heure du dépôt au plus tard le 12 juin 2019 à 12 heures précises.

5- Informations complémentaires

Pour toute information complémentaire, les soumissionnaires pourront s'adresser à la direction du CIESPAC Tél. 00 242 05 652 38 38 ou au service en charge de la Gestion logistique du CIESPAC. Tél. 00 242 06 622 41 48 de 8h à 13h00.

Fait à Yaoundé, le 7 mai 2019

Le Secrétaire Exécutif de l'OCEAC


Dr Manuel-Nso OBIANG ADA

LIGUE DES CHAMPIONS

Liverpool en finale après sa «remontada» contre le Barça



Dans un Anfield en fusion, Georgino Wijnaldum célèbre son deuxième but, le 3^e de la fabuleuse «remontada» de Liverpool face au Barça (Oli SCARFF/AFP)

Battu 0-3 à l'aller, Liverpool a réussi une fantastique remontée en battant le FC Barcelone 4 à 0 pour se qualifier pour la finale de la Ligue des champions, mardi à Anfield. Le Barça s'était imposé 3-0 chez lui au match aller, mais dans un match qui va passer à la postérité, les Reds, pourtant privés de Mohamed Salah et Roberto Firmino, ont inversé la situation grâce à deux buts de Divock Origi (7^e, 79^e) et deux de Georgino Wijnaldum (54^e, 56^e).

En finale, Liverpool affrontera soit Tottenham, soit l'Ajax Amsterdam, qui s'affrontent mercredi en demi-finale retour. Les Néerlandais se sont imposés 1-0 à l'extérieur à l'aller. Barcelone avait déjà subi une improbable remontée contre l'AS Rome l'an dernier en quarts de finale (éliminés 4-1, 0-3).

Camille Delourme

ENJEUX POLITIQUES

«Po na Ekolo» veut redonner confiance à l'action du chef de l'Etat

Le coordonnateur général de la dynamique, Digne Elvis Tsalissan Okombi, a annoncé, le 8 mai à Brazzaville, le lancement, dans quelques jours, de la campagne Elikia (Soyons confiants) visant, entre autres, à mobiliser la population sur toute l'étendue du territoire national autour du chef de l'Etat.

La campagne «Elikia» sera lancée officiellement sous peu par la dynamique Po na Ekolo. Elle a pour mission de redonner l'espoir et de remobiliser le peuple autour du président de la République, Denis Sassou N'Guesso. En effet, l'état des lieux fait par cette organisation politique indique que la République du Congo, à l'instar de plusieurs pays africains, traverse une période difficile. Cet état de morosité économique, a rappelé Digne Elvis Tsalissan Okombi, est en train d'atteindre progressivement le mental de la population. Il ne se passe plus une journée sans que dans les quartiers, villes, villages et administrations, ce pessimisme s'exprime ou se manifeste, a-t-il indiqué.

« La campagne qui sera lancée dans quelques jours est un appel à la mobilisation générale des cadres. En ce temps où le pessimisme gagne peu à peu les esprits, il est important que nous parlions



Les militants et sympathisants de «Po na Ekolo»/Adiac

au peuple, que nous allions sur le terrain pour parler au peuple afin de partager une espérance, notre confiance en la capacité du président Denis

Sassou N'Guesso à faire sortir le Congo de la crise », a expliqué le coordonnateur général de Po na Ekolo, qui pense que les parlementaires et les élus lo-

caux ont failli à leur mission de terrain.

Cette campagne Elikia se déroulera sur toute l'étendue du territoire national pendant deux ans,

sous forme de débats décentralisés, de compétitions sportives et d'événements culturels. Le coup d'envoi sera donné dans deux semaines à Dolisie, dans le département du Niari, avant de l'étendre dans d'autres parties du pays. « A l'aube de la présidentielle de 2021 où Po na Ekolo soutiendra sans réserve, la candidature du président Denis Sassou N'Guesso, la campagne Elikia aura pour mission de redonner l'espoir et de remobiliser le peuple autour de son leader », a conclu Digne Elvis Tsalissan Okombi.

A quelques mois de ce grand rendez-vous de la vie politique nationale, Po na Ekolo constate le manque de travail de pédagogie de la part des différents acteurs qui devraient expliquer à la population la notion de crise et les efforts que les autorités sont en train de fournir pour une sortie heureuse.

Parfait Wilfried Douniama

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DE LA CUVETTE OUEST

Le budget et le programme d'activités 2019 au centre des débats

L'assemblée locale a ouvert, le 8 mai à Ewo, sous l'égide de son président, Richard Eyni, les travaux de sa deuxième session ordinaire administrative, après deux ans d'interruption. Quinze points sont inscrits à l'ordre du jour dont l'essentiel concerne l'adoption du budget de l'exercice en cours.

Pendant dix jours, les cinquante-cinq conseillers départementaux de la Cuvette ouest vont examiner puis adopter l'ensemble des dossiers soumis à leur approbation, entre autres, le projet de l'année en cours. Il s'agit du fonds annuel avec lequel cette collectivité locale va fonctionner toute cette année et financer des projets socio-économiques au sein du département, après plusieurs années d'arrêt technique dû à la crise économique qui continue d'asphyxier le pays.

Le conseil départemental devra également entériner son programme d'activités ou calendrier des travaux qu'il entend réaliser courant cette année. Les distingués conseillers vont aussi adopter les comptes administratifs et de gestion de l'année écoulée, ainsi que le rapport d'activités du bureau exécutif impliquant la période allant du 5 octobre 2017 au 7 mai 2019.

Ouvrant les travaux, le président du conseil départemental a appelé les élus locaux à mettre du sérieux dans l'analyse des dossiers soumis à leur responsabilité. « Mesdames et messieurs les

conseillers, je ne doute pas de votre sérieux dans l'analyse des dossiers qui vous sont soumis. Conformément aux prérogatives qui sont les vôtres, le bureau exécutif attend de vous des conclusions qui nous permettent d'avancer dans la bonne direction comme nous recommandons le président Denis Sassou N'Guesso », a indiqué Richard Eyni.

Renflouer ses caisses, un défi pour le conseil départemental

Alors que la crise économique et financière continue de plomber l'économie nationale, le président du conseil départemental a estimé, dans son mot liminaire, qu'à partir de cette année, la situation économique et financière du département de la Cuvette ouest connaîtra un léger mieux, par rapport aux années précédentes. Une embellie financière tributaire au paiement, à compter de cette année, des taxes fiscales directement au niveau des conseils départementaux.

« A Ouesso, on nous a dit qu'à partir de 2019, les collectivités locales vont connaître un léger



Les auditeurs de justice en attente de formation manifestant devant la primature

mieux. Les taxes, les patentes et impôts locaux seront versés directement aux conseils, dans les trésors départementaux », a précisé le président du Conseil départemental. Avec ces recettes, le conseil espère relancer plusieurs projets dans les secteurs de l'éducation, de la santé de base et l'entretien des pistes agricoles. Trois do-

maines qui relèvent désormais de la compétence des collectivités locales. A l'occasion, Richard Eyni a rappelé aux distingués conseillers quelques doléances recensées auprès de la population. Celles-ci se résument pour l'essentiel à l'insuffisance du personnel dans les écoles et centres de santé, l'éternel problème de raccordement de la ville d'Ewo au réseau électrique d'Imboulou, le manque

d'eau potable dans les chef-lieux de district ainsi que l'aménagement de la route Ewo-Okoyo.

« La tenue de cette session relance, nous l'espérons bien, l'activité traditionnelle de notre collectivité locale pour effacer à jamais l'image hideuse d'un département éteint », a conclu le président du Conseil départemental.

Firmin Oyé

REVENDEICATIONS SOCIALES

Ras-le-bol des auditeurs de justice en attente de formation

Mécontents à cause de leur départ à l'étranger qui tarde à venir, des auditeurs de justice ont manifesté dans la matinée du 8 mai, devant la primature, à Brazzaville, indiquant que leur situation dure depuis cinq ans pour les uns et un peu moins pour les autres.

Les auditeurs de justice qui attendent depuis quelques années d'être envoyés en formation s'inquiètent de leur sort jour après jour. « Nous sommes mécontents de ce qu'il n'y a pas de suite favorable à notre situation jusque-là alors que devant les députés, à l'Assemblée nationale, le Premier ministre avait promis un traitement judiciaire de notre sort », ont-ils fait savoir, en brandissant une banderole sur laquelle pouvait-on lire : « Rétablissez-nous dans nos droits ». Les policiers et gendarmes les ont déplacés de l'entrée de la primature qu'ils avaient prise d'assaut.

Les autorités ne sont pas restées sourdes à leurs cris. Pour apaiser les esprits surchauffés, un nombre restreint de ce collectif, en effet, a été reçu par les services de la primature.

« Le comité interministériel, en charge du dossier,



Les auditeurs de justice en attente de formation manifestant devant la primature

ne peut pas être convoqué maintenant. Cela n'est possible que dans la fourchette du 15 au 30 mai 2019 », ont-ils rapporté, dans une attitude apaisée, après échange avec les membres du cabinet du Premier ministre.

Ces derniers qui ont donc pris leur mal en patience

attendent la suite. Ils ont promis de ne pas baisser les bras jusqu'à obtenir une solution à leur problème. Par rapport à la situation économique et financière que traverse le pays, les autorités veulent s'assurer que toutes les conditions sont réunies de sorte que ces cadres ne soient pas envoyés vers l'in-

connue. Ces auditeurs de justice devraient être envoyés en formation au Togo, au Bénin, au Maroc, en Algérie... Selon les sources concordantes, les premières vagues devraient quitter le pays entre 2013 et 2014. Malheureusement jusque-là, ils attendent toujours. Dans cet intervalle, rappelons-le,

il y a d'autres qui ont été envoyés dans plusieurs pays et sont déjà de retour puis exercent.

C'est dans les jours à venir que les manifestants auront la suite par rapport au travail que fera le comité interministériel en charge du dossier.

Rominique Makaya

COOPÉRATION

Brazzaville et Washington échangent sur les priorités en matière des droits de l'homme

Le président de la Commission nationale des droits de l'homme, Gabriel Valère Eteka-Yemet, s'est entretenu avec le conseiller politique de l'ambassade des Etats-Unis au Congo, Benjamin Mossberg.



Les membres de la Commission avec le diplomate américain

« Nous avons discuté des priorités stratégiques entre nos deux pays en matière des droits de l'Homme », a expliqué le diplomate américain après l'entrevue. Il a, par ailleurs, assuré que son pays va appuyer le Congo sur des questions y relatives. La Commission nationale, selon lui, devrait poursuivre les efforts quotidiennement dans ses missions d'améliorer jour après jour les conditions des droits de l'Homme.

Dans ses multiples missions régaliennes, cette institution fournit, à titre consultatif, au gouvernement, au parlement et à tout autre organe, des avis et recommandations en matière de protection des droits de l'homme. Elle examine aussi la législation et les textes

administratifs en vigueur dans le but de garantir leur conformité avec les principes fondamentaux...

Gabriel Valère Eteka-Yemet en est le président depuis janvier dernier. Lors de la mise en place du bureau, le ministre de la Justice avait indiqué que cette commission joue le rôle d'interface entre les pouvoirs publics et la société civile. Elle aide les pouvoirs publics à assurer au mieux la protection et la promotion des droits inhérents à la personne humaine. C'est donc dans ce sens que les Etats-Unis veulent accompagner le Congo dont le parlement a récemment adopté une loi contre la traite des personnes.

R.M.

EVÈNEMENT

Brazzaville se remémore de la date du 8 mai 1945

Dans le cadre de la journée marquant la capitulation de l'Allemagne et la victoire des Alliés, une cérémonie a été organisée, le 8 mai, à l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc de Brazzaville.



La cérémonie de dépôt de gerbes de fleurs

de France au Congo. Ce message rappelle que la France n'oublie pas tous ceux qui ont subi les conséquences du conflit. « En ce 74^e anniversaire de l'année 1945, la France se souvient de ses libérateurs », a souligné le colonel Le Roux.

Le rituel de dépôt des gerbes de fleurs a été respecté, tour à tour par des officiels, suivi de la sonnerie aux morts et de l'exécution des hymnes nationaux joués par la fanfare des FAC.

La cérémonie s'est achevée dans une ambiance festive autour d'un cocktail partagé en toute convivialité.

La cérémonie s'est déroulée sous la présidence du ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, en présence de Bertrand Cochery, ambassadeur de France, et de son homologue allemand, Klaus Peter Schik. A leur côté, le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division, Guy Blanchard Okoï; le haut commandement militaire et le directeur national de l'Office des anciens combattants, le colonel à la retraite, Pierre Obou.

Le message du secrétaire d'Etat auprès de la ministre française des Armées a été lu par le colonel Le Roux, coopérant militaire près l'ambassade

Guillaume Ondzé

VIE DES PARTIS

Digne Elvis Tsalissan Okombi radié de l'UMP

Dans une déclaration rendue publique le 7 mai, à Brazzaville, par le vice-président chargé des relations avec la diaspora, Patrice Bienvenu Zekakany, les membres des instances dirigeantes de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) ont décidé de l'exclusion pure et simple de leur président ainsi que deux de ses collaborateurs.

Les initiateurs de la déclaration reprochent à Digne Elvis Okombi le mépris des valeurs prônées par le centre, leur famille politique, dont la tolérance, le dialogue et le consensus ainsi que le non-respect des principes généraux qui déterminent la politique du parti, conformément à l'article 6 de ses statuts.

Outre ces griefs, les instances dirigeantes de l'UMP ont également mis à la charge de leur président, Digne Elvis Tsalissan Okombi, une conduite folklorique du parti ainsi que l'absence des débats démocratiques ; la manipulation des jeunes à des

fins personnelles; l'affairisme et l'inconséquence politique et idéologique; la violation délibérée des textes fondamentaux du parti. Il est aussi reproché au président de l'UMP d'avoir signé un accord avec l'opposition alors que, selon la déclaration, aucun mandat n'a été donné à qui que ce soit ni même au président d'engager le parti à l'intérieur comme à l'extérieur du pays dans un quelconque accord politique. Il a été en même temps dénoncé l'opacité chronique dans la gestion des fonds du parti. A ce sujet, la déclaration a relevé que la gestion chaotique de ces



Le présidium des travaux/Adiac

fonds a conduit malencontreusement aujourd'hui à la fermeture de tous les sièges départementaux du parti pour insolvabilité.

Cet état de fait, ont déploré les initiateurs de la déclaration, a pour conséquence le dysfonctionnement de l'UMP perçu comme un patrimoine commun, un bien collectif et non une propriété privée du président Digne Elvis Tsalissan Okombi.

Suite à cette radiation, un comité de crise a été mis en place dont les missions seront de diriger le parti pendant cette période, d'effectuer des descentes d'explication à la base dans tous les départements du pays sur la situation qui prévaut au sein du parti, de préparer et convoquer une session extraordinaire du Conseil national du parti, conformément à l'article 17 alinéa 2 des statuts.

Ce comité de crise est composé de sept membres, sous la direction du premier vice-président, le député de Yaya, Jean Valère Mbani. D'après la déclaration, il reste l'unique interlocuteur attiré auprès des institutions étatiques jusqu'à la mise en place des instances définitives du parti. L'UMP a, par ailleurs, réaffirmé

son ancrage centriste et marqué sa détermination à œuvrer au triomphe des valeurs cardinales de paix, d'unité et de cohésion nationale.

Rappelons que depuis un certain temps, ce parti s'est illustré par des déclarations intempestives dont celle du 29 avril dernier, dans laquelle il réclamait le poste de troisième vice-présidence de la Commission électorale nationale indépendante, suite à l'ultimatum du ministre de l'Intérieur lancé aux partis du centre, le 26 avril, de lui transmettre dans un délai d'une semaine les propositions consensuelles des délégués à ce poste resté vacant depuis plus de deux ans, en raison des désaccords entre les partis de cette plate-forme.

Les membres des instances dirigeantes absents à la cérémonie de déclaration du 29 avril se sont interrogés sur l'opportunité de ladite déclaration si ce n'est toujours par souci d'un exhibitionnisme anachronique se sont-ils interrogés.

Jean Jacques Koubemba

« Il n'y a pas péril à l'UMP »

Evincé de la tête du parti par certains de ses camarades, selon une déclaration rendue publique la veille, le président-fondateur a indiqué, le 8 mai, avoir la confiance des membres du bureau exécutif national.

Interrogé par la presse lors de la présentation du projet Elikia que la dynamique «Pona ekolo» entend mener sous peu, Digne Elvis Tsalissan Okombi a minimisé la situation qui prévaut actuellement au sein de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). « L'UMP a un président qui s'appelle Digne Elvis Tsalissan Okombi. Nous avons un bureau exécutif qui se trouve au siège du parti, nous avons les présidents des fédérations qui sont en place, donc il n'y a pas péril à l'UMP. Le parti aura le temps de régler ces questions. Ce sont des petits problèmes, les turbulences, elles peuvent arriver même dans les familles, mais il n'y a pas un problème à l'UMP », a-t-il calmé, assurant que l'UMP n'est pas seulement un parti mais

un esprit. Selon lui, cette radiation a été prononcée par quatre des onze vice-présidents que compte ce parti du centre. Ainsi, pour régler cette situation, Digne Elvis Tsalissan Okombi entend adresser une lettre au premier vice-président, Jean Valère Mbani, pour pardonner ce dernier. « D'ici à demain, vous allez avoir une lettre que je vais envoyer à mon ami et frère, l'honorable Mbani, dont le titre est : «Je te pardonne». L'UMP va continuer la longue marche, nous devons être présents sur le terrain, nous devons nous structurer, nous organiser pour aller de l'avant pour ce combat politique que nous avons autour du président de la République afin de jouer notre partition », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

COOPÉRATION

Akinwumi Adesina attendu à Brazzaville

Le président de la Banque africaine de développement (BAD) séjournera, du 10 au 12 mai, dans la capitale congolaise. Il évoquera avec les autorités du Congo leur partenariat dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie, des infrastructures, des transports...

Le total des engagements du groupe de la BAD en faveur du Congo est estimé à quelque deux cent-quatre-vingts millions de dollars, soit plus de cent soixante-quatre milliards francs CFA, constitués de dons, prêts au secteur public et l'appui institutionnel. Ce portefeuille est financé par les ressources de l'institution panafricaine (7,6%) et celles du Fonds africain de développement (92,4%). Mieux, Brazzaville ambitionne d'améliorer sa gouvernance du secteur public, d'accélérer la diversification de son économie par l'agriculture, le tourisme et le secteur privé pour réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole. Dans leur nouveau Plan natio-



Le président de la BAD, Akinwumi Adesina trielles.

nal de développement 2018-2022, les autorités misent sur le renforcement du capital humain et la promotion des chaînes de valeur agro-indus-

trielles. Face au problème d'accès à l'électricité, le pays compte renforcer ses installations énergétiques en quantité

et qualité suffisantes à des coûts accessibles pour tous. De même, pour la réalisation de l'interconnexion sous-régionale dans le cadre du Pool énergétique de l'Afrique centrale censé améliorer la gouvernance du secteur de l'électricité.

Au cours de sa visite officielle, Akinwumi Adesina rencontrera le président Denis Sassou N'Guesso, le Premier ministre, Clément Mouamba, puis les membres du gouvernement. Il aura également des entretiens avec les opérateurs économiques locaux, les partenaires au développement.

« La coopération entre la République du Congo et la BAD est dynamique. L'institution financière est un partenaire stratégique de

premier plan pour le pays et cette dynamique va se poursuivre dans une collaboration étroite pour soutenir les secteurs porteurs », estime un communiqué de la banque.

À noter que la visite à Brazzaville du président de la BAD constitue la première étape d'une tournée qui le conduira ensuite au Tchad, au Cameroun, au Gabon, en Guinée équatoriale, en Centrafrique et en République démocratique du Congo. Celui-ci sera accompagné notamment par le directeur général de la BAD pour l'Afrique centrale, Ousmane Doré, et de l'administrateur de la banque pour le Congo, René Obam Nlong.

Fiacre Kombo

KOUILOU

Le conseil départemental tient sa sixième session ordinaire administrative

Les travaux, ouverts le 7 mai par le président de l'assemblée locale, Alexandre Mabiala, dureront dix jours.

Les conseillers départementaux du Kouilou plancheront sur douze affaires au total, entre autres, l'examen du projet de délibération portant participation du conseil à l'établissement de la tranche départementale de la carte scolaire ; l'examen du projet de délibération portant signature des conventions de partenariat avec les acteurs au développement tels Groupe IBIS, Association jeunesse et développement, Programme enfant, eau, hygiène et assainissement en milieu rural, etc ; l'examen du projet de délibération portant adoption du plan d'urgence contre les catastrophes naturelles ou provoquées : incendies, inondations, etc.

Ouvrant les travaux, Alexandre Mabiala a rappelé que désormais, la gestion transversale des questions de santé, de l'école, de sport, de culture, de routes départementales, de la pêche, de l'agropastorale et bien d'autres encore consacre le renforcement de la gouvernance politique, économique et administrative au sein de son institution. Il a ainsi invité les détenteurs des terres cou-



La photo de famille à l'ouverture des travaux/Adiac

tumières du département du Kouilou à se conformer à la loi n°21-2018 du 13 juin 2018, fixant les règles d'occupation et d'acquisition des terres et terrains. L'orateur a, en outre, salué quelques réalisations et projets du

gouvernement de la République. «Je voudrais, donc, ici et maintenant, au nom de la population du département du Kouilou, saluer l'engagement politique du président de la République pour

la construction du barrage hydro-électrique de Sounda, et souhaiter de tous nos vœux le succès de ce projet emblématique pour le Congo », a-t-il déclaré. En plus des affaires à traiter, la première journée

a été marquée par le dépôt d'une gerbe de fleurs à la stèle de Loango par Alexandre Mabiala et le préfet du département du Kouilou, Paul Adam Dibouilou.

Séverin Ibara

COLLOQUE SUR LOANGO

Des perspectives pour valoriser l'ancien port d'embarquement des esclaves

La conférence sur l'histoire et les héritages du site majeur de déportation des esclaves, dans le département du Kouilou, s'est tenue du 2 au 4 mai à la Chambre de commerce et à l'Institut français du Congo (IFC) à Pointe-Noire. Ces assises ont fait intervenir des spécialistes des questions sur les traites, la colonisation et les sociétés post-esclavage, qui ont relevé plusieurs idées prometteuses pour mettre en lumière ce site historique.



Des participants pendant la cérémonie de clôture/Adiac

L'événement initié par l'IFC a été organisé avec l'appui de l'ambassade de France au Congo, le soutien de l'Unesco en partenariat avec SBV consulting, Petrocongo, la Chambre de commerce de Pointe-Noire et d'autres sociétés comme Total E&P Congo. Historiens, Chercheurs et anthropologues ont partagé leur savoir sur les traites, la colonisation et les sociétés post-coloniales.

Si les travaux du premier jour (dont l'auditoire a été constitué en majorité des élèves des lycées de la place) ont été axés sur l'histoire des esclavages et de la colonisation, le deuxième et le troisième jour ont porté sur les héritages de Loango, le tourisme mémoriel et le tourisme culturel dans le développement local. Des sous-thèmes tels « L'art royal d'Abomey : les chemins

d'un patrimoine, de la traite à aujourd'hui » et «Projet scientifique d'un musée : l'exemple du futur musée d'Abomey » ont été développés par Gaëlle Beaujean. Arsène Francoeur a abordé les questions sur la dissémination de l'immense patrimoine des esclaves embarqués sur la baie de Loango (patrimoine dont il est difficile actuellement de faire un inventaire exhaustif du fait qu'il y a certains pays qui n'ont pas encore bénéficié de l'attention des chercheurs) et sur la restitution des objets et œuvres d'art du patrimoine africain. Il a aussi parlé de l'essor des musées à Pointe-Noire et dans le Kouilou.

L'histoire de Loango encore mal connue

L'état des lieux de Loango, fait

par Joseph Kimfoko, conservateur du musée de Loango, et Samuel Mabanza, directeur départemental du Patrimoine et des archives du Kouilou, a révélé que l'histoire de ce site, le plus important des ports d'embarquement des esclaves vers les Amériques, est encore mal connue malgré son énorme charge historique et culturelle. Loango subit des agressions dont la plus grande est l'érosion marine qui ronge sa baie depuis quelques années. «Si vous arrivez sur place, vous allez constater que même les arbres ont été emportés. La mer détruit progressivement le site. Si des mesures urgentes ne sont pas prises, il risquera de disparaître», a plaidé Samuel Mabanza. Mais, malgré ces agressions, Loango dispose encore des vestiges et des

potentialités qui, mis en valeur, permettront de développer le tourisme mémoriel et le tourisme culturel, contribuant à son développement et à la diversification de l'économie du pays. Outre le problème relatif à l'érosion marine, il est également à régler les difficultés liées au manque d'infrastructures d'accueil, des archives, des structures muséales et mémorielles constatés dans le Kouilou, département où est situé le site, et à Pointe-Noire, ville dont le développement économique est indissociable de l'esclavage et de la colonisation. Un circuit touristique bien défini est à créer avec l'implication de la population environnante dans la préservation et la promotion de ce patrimoine. Il convient également de mener des recherches sur l'archéologie, recueillir les histoires orales sur l'esclavage et avoir une bonne connaissance de l'histoire du site qui devra être enseigné dans les écoles.

Impulser le tourisme de mémoire au Congo

L'espoir quant à la mise en lumière de ce lieu de mémoire est permis avec notamment l'existence dans le pays d'un plan destiné à le valoriser, les projets de la Fondation legs et mémoire qui construit actuellement un musée de mémoire dans Loango, le projet de création de la zone économique spéciale avec un port minéralier et surtout le projet «Route de l'esclave» de l'Unesco qu'Arlette Soudan Nonault, ministre du Tourisme et de l'environnement, a aussi mentionné dans son mot de clôture des travaux. Mais en attendant la réalisation de ce projet, elle

a estimé qu'il est temps pour son ministère d'impulser le tourisme de mémoire au Congo, et à Loango en particulier.

Mises en œuvre, toutes ces perspectives feraient que, comme Gorée et Ouidah, Loango devienne un point de départ d'une impulsion économique et un pôle touristique émergent qui permettra également aux Afro-descendants, en particulier Américains, de trouver des réponses à partir de ce lieu. On peut, tenant compte de cela, se permettre de dire que le site de Loango n'a pas perdu toutes ses chances d'être inscrit sur la liste du patrimoine culturel mondial.

Les travaux ont été clôturés par Arlette Soudan-Nonault, ministre du Tourisme et de l'environnement, en présence de Paul Adam Dibouilou et Alexandre Mabiala, respectivement préfet et président du conseil départemental du Kouilou. Ils avaient été ouverts par Michel Pré, conseiller culturel de l'ambassade de France au Congo. Donnant leur importance, il avait évoqué les concepts de la mémoire commune et de l'imaginaire commun (se souvenir du passé et construire l'avenir ensemble). Les actes de l'événement seront publiés dans les jours à venir.

Notons que des projections de la série télévisée documentaire «Les routes de l'esclavage», coréalisée par Daniel Cattier, Juan Gélas et Fanny Glissant qui ont eu comme conseillers historiques Catherine Coquery-Vidrovitch et Eric Mesnard, sont prévues les 18 et 28 mai, dans la bibliothèque adulte de l'IFC.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

NÉGOCIATIONS AVEC LE FMI

Le dossier du Congo en bonne voie

Le conseiller au département Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Alex Segura Ubierno, a indiqué, le 8 mai à Brazzaville, que le dossier du Congo était « robuste » dans la perspective de la conclusion prochaine d'un programme économique avec cette institution de Bretton Woods.

« La mission pense qu'elle a trouvé les éléments nécessaires pour faire avancer le dossier du Congo. Bien entendu, c'est le conseil d'administration du FMI qui doit approuver le programme. Mais, nous avons les éléments techniques qui pourront nous permettre de défendre ce dossier dans les meilleurs délais », a déclaré Alex Segura Ubierno.

Selon lui, « le programme économique du Congo est robuste et montre les effets sur l'assainissement des finances publiques avec un volet social prioritaire ».

La mission du FMI a salué les efforts du gouvernement congolais en faveur de l'amélioration des conditions de vie des couches défavorisées de la population, ainsi que les priorités accordées aux secteurs de l'éducation et de la santé. « La rigueur



Le chef de l'État posant avec la délégation du FMI et les officiels congolais / Adiac

budgetaire accompagnée d'une préoccupation importante pour améliorer la situation des couches les plus défavorisées de la population ; aussi un ef-

fort d'amélioration de la gouvernance. Il y a une série de mesures pour aider à la transparence. Cela nous permet de dire que le dossier est solide et va

nous permettre d'avancer rapidement vers un programme », a expliqué Alex Segura Ubierno. S'exprimant à l'issue d'une audience avec le chef de

l'Etat congolais, il a salué la signature, le 29 avril dernier à Beijing, de l'accord de restructuration de la dette entre le Congo et la Chine.

« La Chine représente une part décisive pour rétablir la soutenabilité de la dette publique. À cela s'ajoutent aussi les efforts d'assainissement budgétaire des autorités congolaises qui ont permis d'exécuter le budget 2018 avec beaucoup de prudence. Ces deux éléments-là, combinés avec la future renégociation de la dette commerciale, vont pouvoir montrer que la dette publique du Congo deviendra soutenable », a dit Alex Segura Ubierno.

L'émissaire du FMI a estimé, en outre, qu'il y a encore des efforts à faire pour rétablir la soutenabilité de la dette congolaise malgré le progrès enregistré.

La Rédaction

LÉGISLATIVES EN AFRIQUE DU SUD

Vingt-sept millions d'électeurs appelés aux urnes

Les Sud-Africains ont voté, le 8 mai, pour des scrutins législatifs et régionaux dont le principal enjeu réside dans l'ampleur du recul annoncé du Congrès national africain (ANC), au pouvoir depuis 1994, qui a vu son image ternir sous le règne rythmé de scandales de 2009 à 2018.

Les enquêtes d'opinion promettent au parti de Nelson Mandela la conservation d'une majorité absolue des sièges à l'Assemblée nationale, synonyme de nouveau mandat à la présidence pour son chef, Cyril Ramaphosa. Aux élections locales de 2016, l'ANC avait réalisé son plus mauvais score national en recueillant 54% des voix, cédant, en outre, le contrôle des villes emblématiques comme Johannesburg et Pretoria.

Les sondages le créditent de 51 à 60% des intentions de vote, moins que les 62,5% recueillis aux législatives de 2014. Depuis qu'il a pris la tête du parti et du pays, il y a un peu plus d'un an, Cyril Ramaphosa, 66 ans, promet d'éradiquer la corruption et de relancer l'économie, qui souffre d'une croissance atone depuis la crise financière de 2008.

Pour les observateurs, Ramaphosa, ancien syndicaliste devenu millionnaire, aurait semble-t-il réussi à limiter la chute de popularité de l'ANC. « Il est de loin le candidat le plus populaire », estime l'analyste Collette Schulz-Herzenberg, de l'université de Stellenbosch.

Mais, tout au long de sa campagne, il a été confronté à la déception, voire à la colère d'un pays désenchanté un quart de siècle après la chute du régime de l'apartheid et la promesse démocratique d'une nation « arc-en-ciel ».

Le chômage y a atteint des proportions endémiques (27%), la corruption a gagné le plus haut sommet de l'État et les inégalités sociales ainsi que la pauvreté s'y creusent. L'an dernier, un rapport de la Banque mondiale a même fait de l'Afrique du Sud « un des pays les plus inégalitaires » de la planète. L'opposition n'a pas manqué de surligner ces échecs.

Face à l'ANC, deux partis politiques sont à l'affiche : l'Alliance démocratique et les Combattants pour la liberté économique. Mais malgré ce terrain favorable, les deux partis ne semblent toutefois pas encore en mesure de faire tomber l'ANC.

Les premières tendances fiables du scrutin devraient être publiées par la Commission électorale dès ce jeudi. Le futur président, élu par les quatre cents députés, sera investi le 25 mai.

Yvette Reine Nzaba

HOMMAGE À LUTUMBA SIMARO MASIYA

Le patriarche Ganga Edo parle de l'artiste poète

Décédé le 30 avril dernier à Paris et inhumé le 5 mai à Kinshasa, Simon Lutumba Ndomanueno a été un formidable artiste musicien, témoigne Ganga Edo qui l'a reçu au sein du groupe OK Jazz.



Ganga Edo

« C'est moi qui ai reçu Lutumba Simaro Masiya au sein du groupe OK Jazz en 1961. A l'époque c'était encore le groupe OK Jazz, c'est bien plus tard que Luambo Makiadi a créé le Tout puissant OK Jazz. Nous étions six à l'OK Jazz. Il y avait Franco (guitare), Vicky Longomba, Edo Ganga que je suis, et Kouka Célestin au chant, De la Lune (grande basse) et Bossouma (batterie) et enregistrons aux éditions Loningisa », se souvient Ganga Edo.

En effet, explique-t-il, au sein du groupe OK Jazz, il y avait une

certaine discipline qui exigeait à chaque membre de porter la tenue en uniforme chaque fois qu'il y avait concert. A l'époque, le groupe se produisait toute la semaine. Un jour, il devait se produire à « Congo bar ». Luambo Makiadi Franco (à l'époque simple membre comme les autres), arriva au concert en tenue col-roulé, bafouant ainsi le règlement intérieur. Le chef d'orchestre de l'époque, Daniel Loubelo dit De la Lune, appliqua la loi en interdisant à Franco de monter sur scène et prendre la guitare. Il lui fait lire le règlement intérieur. qui faisait obligation à tout le monde

de s'habiller en uniforme. Et pour ce faire, Luambo écopa d'une sanction de quinze jours. Dès lors, il s'est posé un problème de remplacement de ce géant à la guitare. C'est à ce moment que Brazos qui connaissait un jeune guitariste, alla le chercher. Ce jeune guitariste n'était que Simon Lutumba Ndomanueno, explique le patriarche Ganga Edo.

Quinze jours après, Franco finit sa petite punition. Lorsqu'il arrive, il trouve le jeune Simon Lutumba Ndomanueno grattant magnifiquement à la guitare. Tout au début, ça lui avait fait mal mais après ils s'accordèrent, jusqu'à créer plus tard le Tout Puissant Ok Jazz avec Luambo Makiadi comme président. C'est ainsi que Lutumba Simaro Masiya a fait son entrée dans l'OK Jazz, précise-t-il.

« J'ai perdu un petit qui était formidable. Il m'aimait beaucoup et ne pouvait pas venir à Brazzaville sans chercher à me rencontrer. Même quand on l'appela pour jouer à Brazzaville, il m'invitait. C'est un petit qui était trop attaché à moi. Il avait le don de la musique. Perdre de tels parents, ça fait beaucoup mal », déplore Ganga Edo, lui-même âgé de 86 ans à ce jour.

Bruno Okokana